

Le libertaire

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE : POUR L'ÉTRANGER :
Un an . . . 10 fr. Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr. Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent insafer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à FÉRENDEL

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE
9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)
Chèque postal : Férendel 586-65 Paris

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

Devant l'Ambassade d'Espagne SAMEDI, A 16 HEURES : "Vivent Nicolau et Mateu !"

POUR LES SAUVER

APPEL aux TRAVAILLEURS

L'Espagne catholique et militariste accomplit une fois de plus, avec la complicité des gouvernements réactionnaires de France et d'Allemagne, un crime abominable.

DEUX INNOCENTS SONT CONDAMNÉS À MORT.

Voici les faits, soumis au jugement des hommes de bonne foi :

En 1920, l'organisation des ouvriers avait trouvé, en Espagne, une telle puissance de développement que les capitalistes de ce pays exigèrent du gouvernement royal une répression impitoyable. Le président Dato en fut l'exécuteur féroce. A travers toute l'Espagne, il organisa une véritable chasse aux militants du prolétariat. Chaque jour de nombreux camarades tombaient assassinés par la police à la sortie des réunions ou des usines.

Un homme se dressa pour mettre fin à cette furie répressive : il fit tomber sous ses balles le Président Dato.

Cet homme a trouvé asile en Russie. Il a revendiqué son propre geste, il s'est dénommé comme l'auteur de l'attentat, il se nomme Casanellas.

Mais les capitalistes espagnols et les gouvernants à leurs ordres vou-

laient, coûte que coûte, venger sur la classe ouvrière la mort de leur président-bourreau. La justice d'Alphonse XIII prit comme otage les meilleurs militants du prolétariat. Durant trente-six mois, ces camarades attendirent dans les prisons de Barcelone leur jugement.

C'était la plus inique sentence de classe qu'on leur préparait. Quelques jours avant le procès, le capitalisme espagnol poussait au pouvoir le dictateur Primo de Rivera. Les garanties constitutionnelles furent suspendues ; les pouvoirs du jury abolis et les accusés déferés, dans la cour de leur prison, à des juges aux ordres du pouvoir exécutif.

Mateu et Nicolau sont condamnés à mort.

De l'aveu même du journal *Le Temps*, LA CONDAMNATION A ÉTÉ PRONONCÉE EN L'ABSENCE DE TOUTE PREUVE.

De l'avis de la Ligue des Droits de l'Homme, c'est en violation de la loi bourgeoise elle-même que Mateu et Nicolau ont été déferés devant un tel tribunal d'exception.

L'affaire Nicolau-Mateu est pour les

hommes de bonne volonté une nouvelle affaire Dreyfus. Mais les travailleurs qui se sont soulevés jadis pour sauver le capitaine innocent se doivent de faire mieux et plus encore pour la défense de ces camarades.

NICOLAU ET MATEU SONT DEUX OUVRIERS

Ces condamnés à mort sont les otages du fascisme international. Les laisser assassiner serait ignominieux, car ils sont innocents. Ce serait, en outre, une lâcheté de la part du prolétariat. Les travailleurs en tolérant l'exécution des deux condamnés à mort d'Espagne donneraient un blanc-seing à tous les assassinats légaux du monde entier. Ils se condamneraient eux-mêmes à la mort.

LES OUVRIERS NE PERMETTRONT PAS CE CRIME.

Ils se dresseront face aux bourreaux pour crier leur indignation redoutable et leur volonté de sauver leurs frères de misère et d'idéal.

Avec le concours de tous les gens de pensée libre qui ne veulent pas que le drame de Monjuich se renouvelle,

ILS SAUVERONT MATEU ET NICOLAU.

Avant l'irréparable, les travailleurs surgiront et ils arracheront la grâce des deux condamnés à mort en répondant à l'appel du Comité Nicolau-Mateu qui dit à tous :

SAMEDI PROCHAIN, EN MASSE, DEVANT L'AMBASSADE D'ESPAGNE.

LE COMITÉ NICOLAU-MATEU.

L'appel de l'Union des Syndicats de la Seine

Le Comité constitué pour la défense de Nicolau et Mateu, vient de décider une manifestation devant l'Ambassade d'Espagne pour SAMEDI PROCHAIN.

Il importe que toutes les organisations syndicales de la Seine fassent tout l'effort nécessaire pour donner à cette manifestation toute l'ampleur qu'exige la situation tragique de nos deux camarades.

En conséquence, les syndicats adhérents sont invités à faire dans leur sein toute propagande utile par écrit et par la parole pour assurer le plein succès de la démonstration.

Des tracts et des affiches sont à la disposition des organisations, à l'imprimerie de l'Union, 33, rue Grange-aux-Belles.

L'Union des Syndicats de la Seine.

Adresser les fonds à l'Union des syndicats confédérés, 3, rue du Château-d'Eau, Bourse du Travail et à l'Union des syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Toute la correspondance au secrétaire du Comité Mateu-Nicolau, 49, rue de Bretagne (III^e arrondissement).



COMITÉ NICOLAU-MATEU

Arrière, Bourreaux !

A ses pairs en dictature qui ramènent au Moyen Âge l'Europe morcelée, Primo de Rivera veut offrir, entre autres victimes, comme don de joyeux avènement, 2 ouvriers innocents, qu'il a LUI-MÊME condamnés à mort :

NICOLAU et MATEU

Après les Droits naturel et international, piétinés par les fascismes chauvins, le Torquemada moderne déchire le Droit tout court.

Il prouve lui aussi que derrière les camouflages de liberté, démocratie, justice, la Bourgeoisie, étouffée elle-même de sang et de dettes, veut juguler le Prolétariat, son successeur historique.

Son lien : le Garrot ! Son idéal : l'Etranglement !

Droits de l'homme, Pensée libre... mots périmés ! Pire que l'ancien « Crois ou meurs », c'est partout le « Sue ou meurs » du travail opprimé, le « Tue ou meurs » de la Guerre profiteuse.

De l'Espagne au Japon, d'Angleterre et d'Allemagne aux Indes, le cannibalisme économique soulève, avec Mateu et Nicolau, les cœurs droits contre les ventres dorés !

A bas le vouloir-tuer, Place au vouloir-vivre

Travailleurs de toutes Corporations,

héritiers des révolutionnaires de 1789, 1871 et 1917, comme la Russie abrite Casanellas qui vous vengea sur Dato, soyez ici le recours suprême des deux innocents extradés par la réaction internationale et condamnés par l'usurpateur espagnol !

Contre les surhommes et surbandits, contre les prétoriens du Veau d'or,

Debout, LA PENSÉE asservie ! debout, LE TRAVAIL courbé !

Arrachons au bourreau ces frères de mille autres victimes, ces nouveaux CALLAS, ces nouveaux DREYFUS, ces nouveaux FERRER.

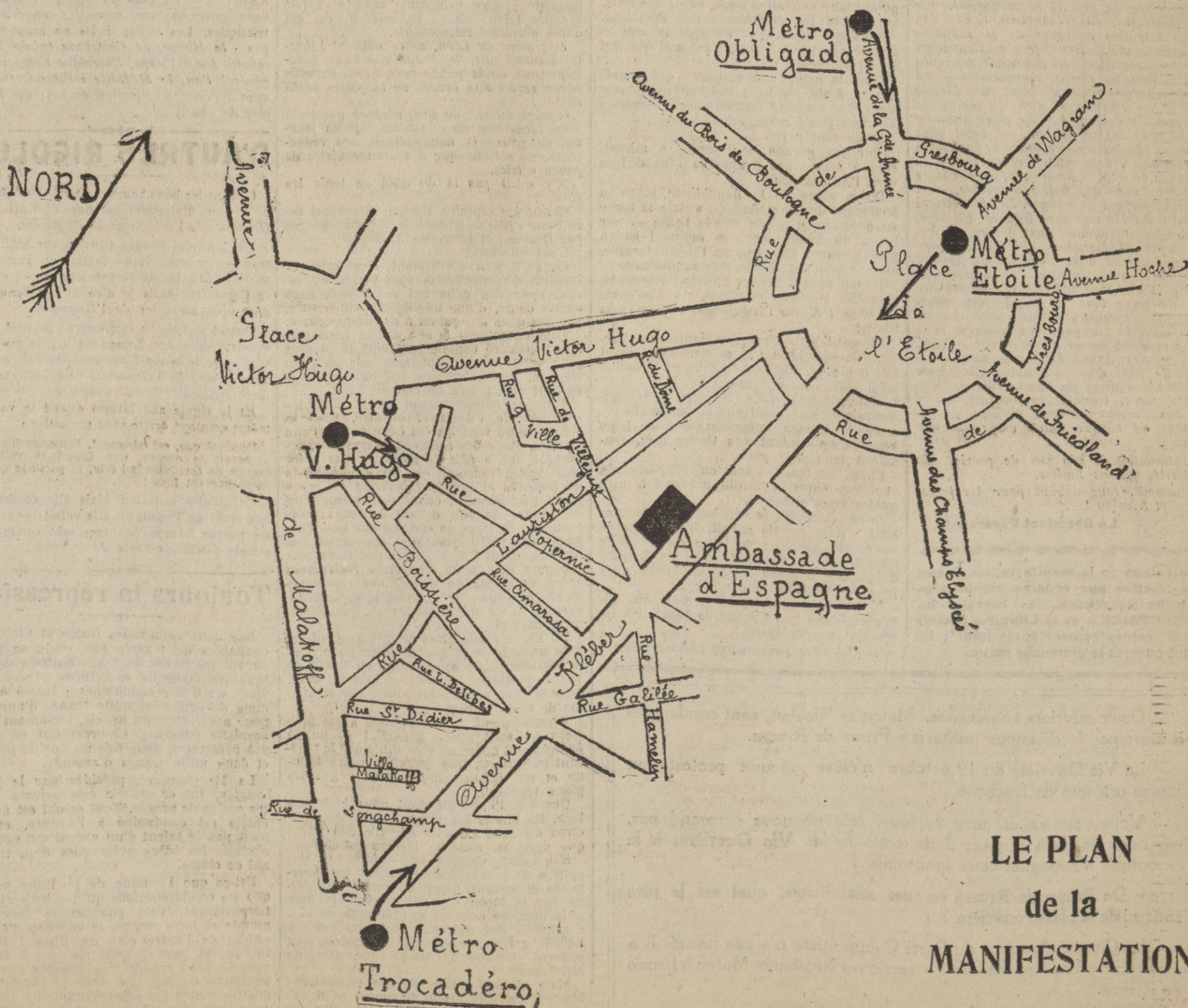
Usines et Bureaux, Centre et Banlieue, nous serons tous

SAMEDI 27 OCTOBRE
à 4 heures de l'après-midi

En masse formidable, devant l'ambassade, 46, Av. Kléber pour crier à toutes les Espagnes : **ARRIÈRE, BOURREAUX !**

Vivent Nicolau et Mateu, Vive la liberté ouvrière, Vivent les ouvriers libérateurs !

Les manifestants sont invités à descendre aux Stations de Métro : ETOILE, TROCADERO et Place VICTOR-HUGO, pour se rendre devant l'ambassade d'Espagne, et non pas aux Stations Kléber et Boissière.



LE PLAN
de la
MANIFESTATION

une séance précédente, que les buts du Comité fussent limités aux seuls cas de Nicolas et de Matus. Le Parti Communiste n'avait fait de réserves que sur la date et sur le lieu de la manifestation. Il avait demandé jusqu'à mercredi avant de se prononcer.

Le délégué du P. C. déclare que son Parti ne juge pas possible de préparer une démonstration de masse en six jours. « D'ailleurs, dit-il, le sort du peuple allemand importe plus que la vie de deux individus ».

Le délégué de l'A. R. A. C. insiste pour que le délégué du Parti Communiste reste pour entendre le texte de l'affiche. Il verra ainsi que satisfaction lui est donnée, car on y a assimilé le sort des deux camarades espagnols à celui de tous les persécutés de la réaction et du capitalisme.

Défendre Matus et Nicolas, c'est défendre tous les travailleurs en révolte contre l'oppression militaire. « Lisons le texte et écoutons, camarade du Parti », déclare le délégué de l'A. R. A. C.

Le délégué du Parti Communiste : Ce n'est pas nécessaire.

Et se levant il quitte brusquement la salle, tandis que le délégué de l'A. R. A. C. lit le texte de l'affiche que nous reproduisons en première page.

LES TRAVAILLEURS JUGERONT

Voici les faits fidèlement rapportés. Ils sont élogieux par eux-mêmes et se passent de commentaires. A leur lecture, les ouvriers, les braves gens, les hommes de cœur qui sont encore adhérents au Parti communiste (et ils sont nombreux !) ne manqueront pas de s'indigner de l'hypocrisie.

Si nous avions notre quotidien...

Les événements qui s'enchaînent rigoureusement et logiquement se succèdent font de l'époque que nous vivons une des plus tragiques et des plus décisives de l'histoire.

Qu'il examine ce qui se passe à l'intérieur ou à l'extérieur, l'observateur avisé ne peut qu'être angoissé.

Et il ne peut, aussi, qu'être frappé du concours de circonstances qui conduit nécessairement à un bouleversement.

Ce bouleversement ne saurait être une simple secousse n'agitant que la surface et laissant, après elle, les choses en l'état. Il sera profond et il est imminent.

Il est possible que le machiavélisme des gouvernements en ajourne quelque peu l'échéance ; mais il est certain que, si les manœuvres gouvernementales parviennent à reculer l'heure de la période catastrophique, elles ne réussiront point à conjurer celle-ci : d'un pas plus ou moins accéléré, nous y marchons.

Quel malheur de n'avoir pas, en pareille occurrence, un journal quotidien ! Quelle tristesse et quels regrets nous en éprouvons !

Car, il n'y a pas à dire le contraire : un quotidien est l'arme de propagande et d'action par excellence ; mieux : indispensable à toute doctrine et organisation qui ambitionnent de s'affirmer et d'entraîner à leur suite les hommes de ferme vouloir et de lucidité.

Qu'on en juge par quelques exemples pris sur le vif :

En Allemagne, les événements se précipitent, avec une rapidité foudroyante ; la situation s'aggrave de jour en jour ; les partis politiques se livrent à une bataille acharnée ; les antagonismes financiers et les impérialismes économiques s'opposent irréductiblement ; c'est une indescriptible mêlée et nul ne peut dire avec assurance ce que demain sera. Et les anarchistes sont condamnés à l'impuissance, faute d'un organe quotidien leur permettant de servir de près l'actualité, d'en tirer au jour le jour les enseignements utiles, de marquer, au passage, le sens exact et la portée des menaces et des faits, de peser sur la marche des événements.

Deux innocents — des hommes du peuple, ceux-là, des prolétaires — sont condamnés à mort, dans des conditions où l'innocence ne peut faire doute. Il s'agit de voler à leur secours, il faut pénétrer la conscience publique d'indignation et la soulever contre les bourreaux ; il faut que de la foule sorte une protestation si virile, il faut que, sur la voie publique, se déroulent les anneaux d'une démonstration si imposante que, pris de peur — car nous ne devons raisonnablement attendre d'eux ni pitié, ni justice — les Gouvernements Espagnols reculent devant l'infamie à accomplir.

Et pour soutenir une cause aussi émouvante, pour provoquer un tel mouvement, nous n'avons à notre disposition qu'un hebdomadaire dont la vaine lecture ne saurait suffire à une besogne à ce point urgente et étendue.

Le 28 octobre sera la journée de l'Amnistie. Dans tous les centres de quelque importance, des manifestations auront lieu qui tendront à arracher au bagne, à la prison et à l'exil les milliers de victimes qu'y a jetées l'injustice des tribunaux civils et des conseils de guerre et qu'y maintiennent un gouvernement et un Parlement sans entraves, comme sans intelligence.

Il faut remplir de ce mot : « Amnistie ! » l'esprit et les oreilles de la masse. Il faut ébranler la multitude par le récit des souffrances qu'endurent les détenus et les exilés ; il faut l'appeler à l'action en lui dénonçant la dureté et l'injustice des arrêts rendus ; il faut susciter en elle l'éveil des colères générales et les exaspérations salutaires.

Les anarchistes n'ont à leur disposition que ce moyen notoirement insuffisant : un journal qui paraît une fois par semaine !

Dans quelques jours, se tiendront à Bourges, des assises ouvrières dont les résultats sont appelés à exercer une influence considérable sur les destinées immédiates du prolétariat. Le Syndicalisme révolutionnaire y devra livrer une rude bataille et ses adversaires auront au service de leurs thèses d'équivoque et de mensonge un grand journal quotidien.

crile lâchage perpétré par les piètres politiques qui jouent aux dictateurs.

D'ailleurs, ceux-ci se sont bien gardés de venir en personne au Comité d'action. Prudemment, les Souverains, les Soliers et les Cachin, se tenaient terrés dans leurs bureaux, envoyant pour la pénible corvée de la besogne qu'on leur faisait accomplir.

Dans l'Humanité du 22 octobre, Marcel Cachin, à propos des événements politiques d'Allemagne, écrivait que « devant eux TOUTES AUTRES PRÉOCCUPATIONS DEVAIENT S'EFFACER ».

Cependant, l'élection de Midol ne cessait pas d'occuper et de préoccuper le grand parti révolutionnaire.

Mais les travailleurs, ceux du P. C. comme les autres, penseront aux deux ouvriers, aux deux révolutionnaires qui attendent là-bas, dans une noire cellule de Barcelone, l'heure du bourreau, avec un seul espoir : celui qu'ils gardent, malgré tout, dans l'action de leurs frères de misère et d'idéal.

Par dessus leur parti, nous nous adressons aux membres du Parti communiste pour crier : « Sauvez Matus et Nicolas ! Tous, à l'ambassade, samedi. Et si, quoi que vous fassiez, les deux camarades sont exécutés, ce sang innocent, ce sang de travailleur ne retombera pas sur nos mains. Il rougira seulement les pattes maudites de ceux qui se sont faits par leur silence et leur inaction, les COMPLICES DU BOURREAU. »

Les délégués de l'A. R. A. C. au Comité Nicolas-Matus.

Il faudrait que le Syndicalisme fédéraliste et révolutionnaire possédât, lui aussi, un quotidien de combat. Cette arme lui manque totalement.

Dans quelques semaines s'engagera le procès de Germaine Berton. Les meneurs de l'Action Française traverseront les débats ; ils déposeront tout au long des colonnes de leur infatigable quotidien les immondices qu'ils ont coutume de déverser sur ceux qu'ils combattent ; on peut être certain que, dans cette circonstance, ils se surpasseront.

Il faudra défendre, par le simple et fidèle compte rendu des débats, celle que nous aimons, il faudra donner de son geste une interprétation exacte, en dégageant la signification véritable.

Comment les Anarchistes pourront-ils lutter contre les comptes rendus perfides, ou odieux de la presque totalité des journaux, s'ils ne possèdent pas un quotidien ? Que seront-ils en mesure de faire, pour sauver celle dont presque toute la presse réclame la condamnation, si leur est impossible d'opposer quotidiennement à la haine et au mensonge la vérité et la justice ?

Nous pourrions parler de la bataille à mener sans trêve contre l'arbitraire et l'exploitation qui, sans répit, s'abatent sur les déshérités.

A quoi bon ? Est-il un anarchiste, un seul, qu'il reste à convaincre de la nécessité d'avoir — enfin — un journal quotidien ?

Il nous en faut un. Nous n'avons rappelé les événements d'Allemagne, la condamnation à mort de Nicolas et Matus, la journée de l'Amnistie, le Congrès de Bourges, le procès de Germaine Berton, que pour attirer une fois de plus l'attention de tous les Anarchistes et des sympathisants sur la nécessité d'avoir *un plus tôt* notre quotidien.

La situation générale est incontestablement révolutionnaire. Le gouffre financier, le chaos politique, le chaos économique, le fascisme qui se propage, les menaces de guerre, la vie chère entraînant la misère chez les travailleurs appellent une transformation essentielle, un remaniement fondamental de la structure sociale.

Seuls, les Anarchistes s'opposent à tous les militarismes et combattent la Guerre ; seuls, ils dénoncent la malversation de tous les Fascismes, de toutes les Dictatures et de tous les Etats ; seuls, ils poursuivent sans défaillance la réalisation effective de l'idéal libérateur : « Bien-être et Liberté ! »

Resteront-ils plus longtemps forcément infériorisés dans la lutte parce que sans quotidien ?

Nous adressons à nos amis, une fois encore, l'appel le plus pressant.

Voulez-ils posséder bientôt le journal qui leur est indispensable ?

Ils savent, dans ce cas, ce qu'ils ont à faire. Qu'ils se hâtent. Le temps presse.

Le Conseil d'Administration du « Libertaire » quotidien.

Pour faciliter les versements à la souscription du « Libertaire » quotidien pour tous les camarades, quelles que soient leurs disponibilités, le Conseil d'Administration a décidé d'accepter, à partir d'aujourd'hui, des obligations de 100 francs libérables en deux et quatre versements, PAR 50 FRANCS OU PAR 25 FRANCS.

Hâtez-vous donc, camarades, de souscrire. Toutes les facilités vous sont accordées. Celui qui n'envoie pas sa part sera dorénavant inexorable.

Les souscriptions sont reçues tous les jours, 9, rue Louis-Blanc, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures. Le dimanche jusqu'à midi. Chèque postal : La Fraternelle, Paris n° 575-09.

Réunion extraordinaire du Conseil d'Administration du « Libertaire » quotidien, mercredi prochain, à 19 heures, très précises, 9, rue Louis-Blanc.

GROUPES ANARCHISTES DU XIII^e
Mardi 30 Octobre, à 20 h. 30
163, boulevard de l'Hôpital
CONFERENCE
par Emile ARMAND
Les Refuseurs de Service militaire dans les pays anglo-saxons
Entrée gratuite. Invitation à tous.

Dans l'A. I. T.

Réponse à la « Vie Ouvrière »

En prévision du Congrès Extraordinaire de la C.G.T.U., à Bourges qui devra de nouveau poser devant la France la question de l'indépendance complète du syndicalisme français de l'ingérence de tout parti politique en général et du parti communiste en particulier, les membres de la V. O. s'évertuent à qui mieux mieux de baver sur les militants de l'A.I.T. et sur l'A.I.T. elle-même.

Cette méthode, préférée des bolchevistes de tout aloi, de donner sans cesse dans l'espoir qu'il en restera toujours quelque chose, a été plus d'une fois mise à nu dans notre presse. Mais comme ni la probité, ni la pudeur, ni l'intérêt de la classe ouvrière n'est jamais ce qui a dérangé beaucoup les chefs communistes siégeant au P.C.F. et au Bureau Confédéral de la C.G.T.U., les calomnies continuent leur train dans l'espoir qu'il y en ait un deux maîtres se laisseront encore prendre aux appâts de Trotsky, Souvarine et Monmousseau.

La V. O. semblait s'intéresser dernièrement aux Congrès anarchistes qui ont eu lieu pendant ces dernières années et chercha — comme Diogène cherchait son homme — à lier l'existence de l'A.I.T. avec tel ou tel discours prononcé quelque part à un Congrès anarchiste. Il est bien probable que la majorité confédérale de la C.E. se sent liée par les décisions des congrès communistes, mais l'A.I.T. n'avait rien et n'a rien à voir aux discussions et décisions de quelque congrès anarchiste que ce soit. Tirer, par congrès, des conclusions discorde l'A.I.T. dans telle ou telle attitude est un des trucs démagogiques qui n'aveugleront personne. Ajoutons simplement que la phrase imputée à Rocker (V. O. du 28 septembre et du 5 octobre) n'a jamais été prononcée par lui. Au contraire, dans son discours sur l'organisation au Congrès Anarchiste International de Berlin (décembre 1921) — publié en brochure par les soins de la Fédération Anarchiste d'Allemagne — tout le contraire est dit. La V. O. n'avait qu'à obtenir cette brochure... Mais alors elle aurait perdu l'occasion d'une calomnie !

Mais la grosse falsification — c'est bien celle qui concerne l'attitude de l'A.I.T. face au problème de la Ruhr.

Après avoir donné une partie de l'interview de la camarade Virgilia d'Andrea avec Rocker, le compilateur droit de la V. O. s'arrête... et commence à divaguer sur l'A.I.T. Pourquoi ne pas avoir donné au moins la question posée à Rocker ? Compléments cet oubli — involontaire, nous n'en doutons pas — de la part de la V. O.

— Qu'a fait la nouvelle Internationale ?

— Elle a lancé un manifeste dirigé aux travailleurs des deux pays et invité les Internationales d'Amsterdam et de Moscou à intervenir dans la poursuite d'une action commune. Mais, jusqu'aujourd'hui, pas de réponse.

La V. O. sera intéressée de savoir que jusqu'aujourd'hui encore, son maître ne nous a pas encore répondu.

Et quand la V. O. ajoute que « l'Exécutif de l'Internationale de Berlin a refusé de se prononcer sur la question de la résistance passive », les écrivains de la V. O. en ont tout simplement menti.

Voici ce que le Bureau Administratif de l'A.I.T. avait déclaré dans son manifeste lancé immédiatement après l'occupation de la Ruhr, et publié en langue française et allemande dans Der Syndikalist, n° 3 :

« Les travailleurs de France et d'Allemagne ! Préparez-vous à la Grève générale sociale qui de grève protestataire contre les envahisseurs, devra bientôt inévitablement prendre le caractère d'une révolution profonde, balayant, d'un seul coup, tous vos ennemis séculaires. »

Et dans le second manifeste lancé par l'A.I.T. (publié dans toute la presse révolutionnaire), cette dernière s'adresse au prolétariat allemand dans les termes suivants :

« C'est à vous... d'entreprendre nous-mêmes, sans intermédiaire quelconque, la grande œuvre de reconstruction de votre vie sur la base du bien-être pour tous. C'est vous, vous-mêmes, qui devez réquisitionner les vivres et les distribuer par la voie de vos syndicats révolutionnaires, de vos organisations économiques. Ne permettez jamais que les policiers accaparent les moyens de production et de distribution. »

Comme on le voit, l'A.I.T. n'a jamais même soulevé la question de la résistance passive ; elle a toujours propagé la grève générale comme seul moyen pouvant mener à la révolution sociale en Allemagne comme en France.

Que disait, pendant ce temps, la section allemande de l'A.I.T. — la Freie Arbeiter Union Deutschlands — si démagogiquement attaquée par les communistes de la V. O. ?

Dans le manifeste publié par la F.A.U.D. sur la crise en Allemagne (Der Syndikalist, n° 31), il est dit :

« Préparez-vous à la grève générale. Faites la grève contre le capitalisme, contre le fascisme, contre tout gouvernement qui n'est que la mainmise sur la production et la distribution. »

« Vous avez brisé, par votre action économique, par le moyen de la grève générale, les bandits de Kapp. Au moyen de cette même action économique de la grève générale, vous avez chassé le gouvernement de Cuno, et vous devez entreprendre la même action contre tout gouvernement. La grève générale qui, jusqu'ici, fut le meilleur moyen de lutter contre la réaction, est aussi le seul moyen qui peut nous mener vers la Révolution sociale. Le prolétariat allemand a déjà sa répétition générale d'une grève de masses par sa répétition de la grève générale. Le prolétariat de la grève générale doit donner le coup de grâce — déclarer la grève générale sociale. Les buts de la grève générale sociale ne signifient pas la mise au pouvoir d'un nouveau gouvernement, mais, de la part des ouvriers manuels et intellectuels, la prise en mains de la production et la distribution de la propriété privée. »

Tout ça — nos communistes révolutionnaires de la V. O. l'appellent la passivité de nos camarades allemands et de l'A.I.T. Notons, entre autres, que dans le n° 39 du Syndikalist, nous lisons une note sur la résistance passive qui commence ainsi :

« Nous, syndicalistes, nous avons indiqué ces derniers mois, dans notre presse, comme dans notre propagande orale, que la résistance passive (il s'agit de celle supportée et provoquée par le gouvernement allemand dans la Ruhr) est une forme de guerre contre laquelle, comme adversaires logiques de toute guerre, nous luttons et combattons. Comme bien savent jusqu'ici, notre voix est restée sans écho. »

Pendant ce temps, les communistes allemands supportaient la résistance passive dans la Ruhr, protestaient dans leurs organes et au Reichstag contre la cessation de la résistance passive et fraternisaient avec les fascistes allemands. C'est ainsi que le Comité de Reventlow — actuellement un collaborateur assidu de la Rote Fahne, pave le chemin dans l'organe des communistes allemands :

« Je m'imagine la libération du joug du capitalisme de la façon suivante surtout : transformation de l'idée de la propriété et du droit de la propriété, nationalisation des banques, des trusts, appropriation par l'Etat de la terre, etc. Encore, avant le discours de Radek sur Schlegel fut discutée la question de la possibilité d'une entente avec les « populistes » (parti fasciste de l'Allemagne) et les communistes allemands, et cela dans les deux camps. »

A cette gentille invitation de Reventlow, la Rote Fahne répond comme suit :

« Que s'en suit-il ? Les lignes politiques qui apparaissent des deux points de vue sont opposées, nationale et internationale — on s'agit logiquement prolongées, un point commun d'intersection. Elles se rencontrent en la libération nationale de l'Allemagne. Que s'en suit-il politiquement ? Ceux des cercles nationalistes qui reconnaissent la révolution prolétarienne comme condition pour la libération nationale de l'Allemagne, et la classe ouvrière révolutionnaire qui ne se sépare pas la libération nationale de la libération sociale internationale de la classe ouvrière peuvent agir en commun pratiquement un bout de chemin — jusqu'à ce point d'intersection. Sous quelle forme... Sous la forme d'une liaison possible des bords indépendants et clairement circonscrits. »

Il ne peut pas y avoir de cynisme plus abject.

Ah ! le joli antimilitarisme, là-bas, dans la 3^e Internationale et dans son appendice, l'I.S.R. ! On répond aux batonniers français par la passivité et par la propagande de la résistance passive, aux armes fascistes... par une entente avec les fascistes.

Des criards !... Voilà ce que sont les contre-révolutionnaires internationaux de Moscou — et leurs acolytes de la section allemande et de la section française — avec succès à la Vie Ouvrière.

Mais la V. O. — fidèle à son rôle de chien de garde du gouvernement russe — remplit maintenant ses pages de nouvelles de la Russie. L'industrie russe semble l'intéresser, même la vie des travailleurs en Russie l'occupe !

Après un long silence, l'après un des organes multiples du bolchevisme russe, il ne serait plus surprenant de donner plusieurs petits faits comme appendice à la riche information qui remplit les colonnes de la V. O.

QUELQUES NOUVELLES DE LA RUSSIE

Nous savons, de source certaine, que le Comité Central du Parti Communiste Russe a ordonné par circulaire secrète à toutes ses organisations locales, de lutter contre les anarchistes et anarcho-syndicalistes et de prendre toutes les mesures pour annihiler toute tendance anarchiste, mais de le faire de façon à ne pas soulever les soupçons à l'extérieur !

Nous espérons pouvoir bientôt publier cette circulaire.

Un certain nombre de nos camarades, emprisonnés en Pologne pour propagande révolutionnaire, ont été échangés par le Gouvernement soviétique contre des prisonniers polonais en Russie. Bientôt après leur arrivée en Russie, ces camarades furent extradés à Arkhangel !

La situation des révolutionnaires extradés à empiéter, car on ne permet plus l'emploi de vivres par les amis des délinquants. Plusieurs personnes qui avaient pris sur elles la charge d'apporter les vivres au camp de concentration de Perelominsk furent arrêtées à leur arrivée.

A Odessa, plusieurs ex-anarchistes, membres actuels du Parti communiste, furent invités par le Comité local du Parti communiste à quitter le Parti « officiellement », pour entrer au camp de concentration où se trouvent les anarchistes et recevoir les autorités sur ce qui s'y passe. Plusieurs d'entre eux ont refusé et l'ont raconté aux camarades.

L'organisation anarcho-syndicaliste Golos Truda avait traduit l'œuvre universelle connue de M. Guyau — « Esquisse d'une morale sans sanction ni obligation ». La censure refusa le permis d'imprimer, donnant comme raison que le livre était « trop réaliste ». Quand Kamenov fut touché de la question, il prit des mesures pour retirer le veto de la censure. Cette dernière s'inclina. On permit au Golos Truda de publier Guyau... Mais le permis ne fut donné que pour... 200 exemplaires !

Au moment de l'exportation du blé à l'étranger, les portefaix du port d'Odessa déclarèrent la grève, demandant une augmentation de salaire. Aussitôt, environ 100 de ces grévistes furent expulsés du Syndicat, demandant qu'un Syndicat ne leur donne du travail. Quarante-cinq portefaix furent arrêtés par la Tcheka. La grève fut brisée ; un grand nombre de grévistes sont encore en prison.

D'une lettre d'un syndiqué russe : « Liberté des syndicats ? Oui, mais si vous n'êtes pas membre du syndicat, il faut payer des impôts plus forts et ne pas espérer trouver du travail ».

Ces faits ne se trouvent pourtant pas dans les rapports publiés par la V. O. Ils sont néanmoins caractéristiques de la situation actuelle.

Faut-il encore s'étonner que la V. O. proleste si assidûment contre l'A.I.T. pour sa déclaration contre la dictature d'un Parti quelconque sur le mouvement ouvrier, pour le droit à la vie du syndicalisme révolutionnaire antiautoritaire et antitotalitaire en Russie, pour la destruction du fascisme d'Etat ?

Mais non — car nous le savons bien : les soutiens les plus énergiques de la dictature sur le mouvement ouvrier, les ennemis les plus acharnés et impitoyables du

syndicalisme révolutionnaire et les prolétaires les plus dévoués du fascisme d'Etat — c'est bien au Kremlin que nous les trouvons, et par conséquent aux Partis communistes de France et d'Allemagne, à la rédaction de la Vie Ouvrière.

Non ! Merci de la compagnie !

Que les révolutionnaires de tous les pays et les syndicalistes français, en premier lieu, jugent d'eux-mêmes le révolutionnarisme de phrases sonnantes des bourgeois de la Révolution Sociale qui siègent à Moscou et de leurs laquais subventionnés de la V. O. et des Partis Communistes de France et d'Allemagne.



A la C. G. T. russe, A la C. G. T. U.

Après le bluff, l'insulte. C'est dans l'ordre et nous nous y attendions. Ne pouvant opérer par elle-même, la C.G.T.U. charge de cette besogne la C.G.T. russe. C'est l'Humanité du 23 courant qui nous apporte le dernier « message » de la C.G.T. russe et qui, après tout le bluff, aujourd'hui dénoncé, aboutit par ses auteurs eux-mêmes, entreprenant la deuxième partie de la tâche qu'on lui a fixée : le discrédit de tout ce qui, en ce pays, ne pense et n'agit pas comme le veulent les maîtres du Kremlin.

Tout d'abord, une remarque s'impose. La C.G.T. russe, soutien jusqu'au crime (ce sont des militants qui l'ont fait) du gouvernement russe, partie intégrante de ce gouvernement, qu'elle défend contre les prolétaires russes groupés dans son sein, est-elle bien, dans ce cas, qualifiée pour jeter l'anathème sur les anarcho-syndicalistes de France et d'Allemagne ?

La C.G.T. russe oublie trop facilement que l'un des chefs les plus autorisés du gouvernement des Soviets, Trotsky, n'a pas hésité, récemment, à déclarer à un haut représentant du commerce américain que la Russie révolutionnaire n'interdirait pas dans les affaires intérieures de l'Allemagne, même si la révolution éclatait dans ce pays.

Cette information, qui émane d'une agence officielle russe, n'a jamais été démentie, toute la presse l'a reproduite et les journaux communistes ont indiqué cette affirmation de Trotsky comme la meilleure preuve de l'état d'esprit pacifique qui anime en la Russie et l'Allemagne.

Que ces paroles n'aient qu'une valeur tout diplomatique, c'est possible, elles n'en sont pas moins dangereuses pour cela, en raison de l'impossibilité ou nous sommes de savoir la vérité. Quel qu'il en soit, aujourd'hui, pour tout le monde, la Russie ne viendra pas au secours de la révolution allemande. Voilà le fait brutal.

On reconnaît qu'il y a loin d'une telle attitude aux affirmations de la C.G.T. russe, de l'I.S.R. et de leurs filiales de tous les pays. Mais en croyons Trotsky, il est plus question de considérer la révolution allemande comme le deuxième acte de la révolution mondiale.

Pour conquérir politiquement une position avantageuse, pour se faire reconnaître par Poincaré, le Gouvernement russe n'hésite pas à faire déclarer par son représentant le plus éminent que la révolution allemande n'a pas à compter sur l'aide russe. Nous avons la preuve de cela, qu'on essaye donc de le démentir, si on l'ose.

Comment peut-on prendre au sérieux l'appel de la C.G.T. russe dont tous les actes sont inspirés par le gouvernement soviétique ?

Malgré cette preuve manifeste de trahison révolutionnaire, malgré toute la duplicité du gouvernement russe, la C.G.T. russe n'hésite pas à continuer.

« La C.G.T. russe félicite les petits groupes anarchistes réformistes et les anarcho-syndicalistes en France et en Allemagne qui ont entrepris une campagne contre la révolution allemande et PRAYENT AINSI LES VOIES A LEUR TRAHISON. LA SANCTION MORALE DE L'INTERVENTION ET L'ECRASEMENT DE LA REVOLUTION ALLEMANDE ET DE LA REVOLUTION RUSSE. »

Qu'en dites-vous, anarcho-syndicalistes de France, camarades minoritaires de toutes tendances, aussi bien ceux du Bâtiment que ceux des P.T.T., que la majorité confédérale et l'I.S.R. ont pour habitude de comprendre et d'étiqueter sous cette appellation de « anarcho-syndicalistes » ?

Ih bien, en voilà assez. Tout d'abord, nous demandons à la C.E. de la C.G.T.U. de nous dire si elle se solidarise avec les insultes des seules forces d'action qui peuvent, si peu que ce soit, en notre pays, soutenir la révolution allemande. Je pense que la Fédération du Bâtiment, le S.U.B. de Paris, les Terrassiers de la Seine et Seine-et-Oise, ceux qui sont les vraies troupes d'assaut de la C.G.T.U., vont se dresser comme il convient en face de leurs insultes et demander des comptes à ceux qui, à Paris, représentent l'I.S.R. et la C.G.T. russe, ce qui est tout un.

Si on veut aggraver encore la tension qui existe dans la C.G.T.U., qu'on le dise, rue Grange-aux-Belles.

Si tous les incapables, les ignares, qui siègent à la C.E. confédérale et en constituent la majorité veulent élargir encore le fossé, ils le peuvent.

Nous leur demandons à eux, qui ne savent que balbutier les sottises les plus invraisemblables en face des délégués de la 11^e région fédérale, si ce sont leurs chemises, leurs communs, leurs métallurgiques communistes qui assurent le succès de leur « démonstration », qu'ils comptent faire... s'ils le peuvent, ajoutons-ils l'organe qui agit sans gloire aux destinées de la C.G.T.U. décidera d'engager la bataille, ou seront-elles donc les troupes de choc, celles qui volent des ordres du jour d'autant plus révolutionnaires qu'elles sont incapables d'action, même corporative ?

Il va tout de même falloir en finir avec ce bluff éhonté, avec cette débauche de mensonges.

Vous avez la presse, soit. Nous avons, nous, la force, la seule qui compte. Comprenez bien que cette force, qui agit alors que vous resterez inertes, n'est pas destinée à supporter davantage vos abominables calomnies. Vous ne donnerez pas longtemps le change. L'heure de Mac-Mahon sonnera alors sur vous au cadran du temps, Penesey.

On a le droit d'être arrogant quand on est fort, quand on a travaillé pour livrer bataille, mais quand on est dans votre cas, dans celui de la C.G.T. russe, la plus élémentaire pudeur commande de se taire et de se faire oublier. Le comprendrez-vous enfin ?

Que Bourges sauve le syndicalisme révolutionnaire en France, ou que Bourges devienne son fossoyeur, nous sommes sûrs d'une chose :

Le mouvement ouvrier révolutionnaire du monde entier a toujours lutté contre toute réaction. Il repousse tout aussi énergiquement une alliance quelconque avec la réaction rouge — rouge du sang des révolutionnaires. Il proclame hautement sa volonté inébranlable de faire face à la contre-révolution blanche et rouge dans sa lutte pour l'émancipation intégrale des travailleurs.

AVANT LE CONGRÈS DE BOURGES De 1906 à 1923

A ce Congrès ouvrier extraordinaire il y aura trois motions en présence, pour situer nationalement et internationalement le Syndicalisme.

Disons tout de suite que les motions en présence sont :

Celle de Sémard, majorité de la C.E. de la C.G.T.U.

Celle des G.S.R., minorité de la C.E. de la C.G.T.U. et, enfin, celle de la Fédération du Bâtiment, interprète de la minorité syndicaliste-fédéraliste de Saint-Etienne.

A mon point de vue, je ne vois aucune différence entre les motions Sémard et celle de Marie Guillot-Lartigue, toutes deux sont franchement pour l'I.S.R., la filiale du Parti Communiste, l'une d'autre sont l'expression de la majorité du Congrès de Saint-Etienne qui subordonne nettement le Syndicalisme, c'est-à-dire l'action économique à l'action politique nationale et internationale.

Je défie qui que ce soit de me prouver le contraire. J'ai en mains toutes preuves à l'appui de mes affirmations. J'attends la riposte.

La motion du Bâtiment a un tort, elle est trop longue, elle aurait gagné à être concisée ; elle aurait été ainsi mieux à la portée des travailleurs syndicalistes dont elle interprète les sentiments et les aspirations. Il n'empêche qu'à Bourges, elle sera la seule et unique motion saine et justifiant la raison d'être du Syndicalisme comme moyen d'action, de revendications, et d'objectifs révolutionnaires du prolétariat groupé sur le terrain économique.

La motion du Bâtiment, au point de vue aspirations immédiates corporatives ou industrielles, préconise toujours l'action directe.

Dans le cadre des aspirations nationales, elle affirme ses vues nettement fédéralistes et révolutionnaires en se basant sur l'unité des travailleurs en exercice de travail.

Au point de vue International elle préconise la constitution, non seulement d'une Internationale des Travailleurs du Bâtiment, mais la réalisation immédiate d'une unique Association Internationale des Travailleurs syndicalistes lutte des classes, avec les formations provisoires des différentes Internationales.

A ce sujet, je suis convaincu que la C.E. de la Fédération a fait taire ses sympathies pour une formation internationale dans le but de réaliser la véritable unité syndicaliste révolutionnaire internationale.

Il va sans dire que ce point de vue n'est pas du goût de ceux qui, pour des objectifs politiques, ont intérêt à voir se perpétuer les divisions nationales et internationales.

La motion du Bâtiment, au point de vue local, régional, national et international, est l'expression du Syndicalisme action directe, lutte de classe et révolutionnaire.

Elle affirme aussi avec clarté, en accord avec la motion d'Amiens, l'autonomie propre du mouvement syndicaliste en regard des partis politiques.

Elle oppose aussi à toutes les démagogues des Communistes autoritaires et social-démocrates sa mission révolutionnaire.

A l'Etat, à la Dictature, au parlementarisme, elle dresse son fédéralisme, les communes ouvrières, ou mieux, le travail organisé, le Syndicalisme agissant du bas en haut comme facteur de toute vie et de tout progrès.

Dans sa motion, la Fédération du Bâtiment reste fidèle à son passé d'action nettement antimilitariste et antipatriotique, et affirme toutes ses visées de réalisations révolutionnaires, si bien exprimées dans la Jurassienne de Ch. Keller :

Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !

Que voulez-vous que je dise autre chose ? Le texte a été publié, je n'ai développé que les grandes lignes pour bien marquer que la motion du Bâtiment, c'est l'affirmation du Syndicalisme ouvrier contre le Capitalisme et les déviations des politiques, des réformistes et surtout des communistes autoritaires.

A Bourges, les adversaires de la motion du Bâtiment ont l'intention de remporter une grande victoire, c'est : La 1^{re} Internationale vaillant tuer le Fédéralisme, organise un Congrès, à La Haye, où elle ex-pulse Bakounine et James Guillaume.

La victoire des politiques marxistes fut, de courte durée ; le mouvement fédéraliste et révolutionnaire se développa chez les ouvriers manuels et intellectuels : en Italie, en Espagne, en Suisse, en France et la 1^{re} Internationale mourut en Amérique par la faute des dictateurs.

Au prochain Congrès, l'avenir du mouvement économique révolutionnaire est en jeu ; que ceux qui se souviennent du Syndicalisme révolutionnaire, autonome et fédéraliste, délibérant en 1904 à Bourges, fassent le maximum d'efforts pour empêcher que 1923 efface, à tout jamais dans l'histoire ouvrière, les pages glorieuses du Syndicalisme.

Pierre BESNARD.

Que Bourges sauve le syndicalisme révolutionnaire en France, ou que Bourges devienne son fossoyeur, nous sommes sûrs d'une chose :

Le mouvement ouvrier révolutionnaire du monde entier a toujours lutté contre toute réaction. Il repousse tout aussi énergiquement une alliance quelconque avec la réaction rouge — rouge du sang des révolutionnaires. Il proclame hautement sa volonté inébranlable de faire face à la contre-révolution blanche et rouge dans sa lutte pour l'émancipation intégrale des travailleurs.



AVANT LE CONGRÈS DE BOURGES De 1906 à 1923

A ce Congrès ouvrier extraordinaire il y aura trois motions en présence, pour situer nationalement et internationalement le Syndicalisme.

Disons tout de suite que les motions en présence sont :

Celle de Sémard, majorité de la C.E. de la C.G.T.U.

Celle des G.S.R., minorité de la C.E. de la C.G.T.U. et, enfin, celle de la Fédération du Bâtiment, interprète de la minorité syndicaliste-fédéraliste de Saint-Etienne.

A mon point de vue, je ne vois aucune différence entre les motions Sémard et celle de Marie Guillot-Lartigue, toutes deux sont franchement pour l'I.S.R., la filiale du Parti Communiste, l'une d'autre sont l'expression de la majorité du Congrès de Saint-Etienne qui subordonne nettement le Syndicalisme, c'est-à-dire l'action économique à l'action politique nationale et internationale.

Je défie qui que ce soit de me prouver le contraire. J'ai en mains toutes preuves à l'appui de mes affirmations. J'attends la riposte.

La motion du Bâtiment a un tort, elle est trop longue, elle aurait gagné à être concisée ; elle aurait été ainsi mieux à la portée des travailleurs syndicalistes dont elle interprète les sentiments et les aspirations. Il n'empêche qu'à Bourges, elle sera la seule et unique motion saine et justifiant la raison d'être du Syndicalisme comme moyen d'action, de revendications, et d'objectifs révolutionnaires du prolétariat groupé sur le terrain économique.

La motion du Bâtiment, au point de vue aspirations immédiates corporatives ou industrielles, préconise toujours l'action directe.

Dans le cadre des aspirations nationales, elle affirme ses vues nettement fédéralistes et révolutionnaires en se basant sur l'unité des travailleurs en exercice de travail.

Au point de vue International elle préconise la constitution, non seulement d'une Internationale des Travailleurs du Bâtiment, mais la réalisation immédiate d'une unique Association Internationale des Travailleurs syndicalistes lutte des classes, avec les formations provisoires des différentes Internationales.

A ce sujet, je suis convaincu que la C.E. de la Fédération a fait taire ses sympathies pour une formation internationale dans le but de réaliser la véritable unité syndicaliste révolutionnaire internationale.

Il va sans dire que ce point de vue n'est pas du goût de ceux qui, pour des objectifs politiques, ont intérêt à voir se perpétuer les divisions nationales et internationales.

La motion du Bâtiment, au point de vue local, régional, national et international, est l'expression du Syndicalisme action directe, lutte de classe et révolutionnaire.

Elle affirme aussi avec clarté, en accord avec la motion d'Amiens, l'autonomie propre du mouvement syndicaliste en regard des partis politiques.

Elle oppose aussi à toutes les démagogues des Communistes autoritaires et social-démocrates sa mission révolutionnaire.

A l'Etat, à la Dictature, au parlementarisme, elle dresse son fédéralisme, les communes ouvrières, ou mieux, le travail organisé, le Syndicalisme agissant du bas en haut comme facteur de toute vie et de tout progrès.

Dans sa motion, la Fédération du Bâtiment reste fidèle à son passé d'action nettement antimilitariste et antipatriotique, et affirme toutes ses visées de réalisations révolutionnaires, si bien exprimées dans la Jurassienne de Ch. Keller :

Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !

Que voulez-vous que je dise autre chose ? Le texte a été publié, je n'ai développé que les grandes lignes pour bien marquer que la motion du Bâtiment, c'est l'affirmation du Syndicalisme ouvrier contre le Capitalisme et les déviations des politiques, des réformistes et surtout des communistes autoritaires.

A Bourges, les adversaires de la motion du Bâtiment ont l'intention de remporter une grande victoire, c'est : La 1^{re} Internationale vaillant tuer le Fédéralisme, organise un Congrès, à La Haye, où elle ex-pulse Bakounine et James Guillaume.

La victoire des politiques marxistes fut, de courte durée ; le mouvement fédéraliste et révolutionnaire se développa chez les ouvriers manuels et intellectuels : en Italie, en Espagne, en Suisse, en France et la 1^{re} Internationale mourut en Amérique par la faute des dictateurs.

Au prochain Congrès, l'avenir du mouvement économique révolutionnaire est en jeu ; que ceux qui se souviennent du Syndicalisme révolutionnaire, autonome et fédéraliste, délibérant en 1904 à Bourges, fassent le maximum d'efforts pour empêcher que 1923 efface, à tout jamais dans l'histoire ouvrière, les pages glorieuses du Syndicalisme.

J. S. BOUDOUX.

Dans le Bâtiment

L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale ordinaire d'octobre du Syndicat Unitaire du Bâtiment eut lieu dimanche 21, à la Bourse du Travail.

Tout d'abord, l'assemblée tint à apporter au Comité Nicolas, le mandat de confiance des travailleurs du Bâtiment, et à lui remettre toutes leurs forces à la tâche que ce comité a entreprise. Pour commencer l'assemblée a voté de verser 1.000 francs et de préparer la manifestation de samedi par des tracts.

Ensuite l'assemblée a institué une caisse de solidarité aux victimes de l'action, pour laquelle sera émis un timbre de 5 fr. 30, dont chaque adhérent sera tenu de verser mensuellement à partir du 1er janvier 1931.

Puis l'assemblée ratifie les décisions du Conseil général au sujet des Chartistes en Bois et sur les mots d'ordre confédéraux, sur ce dernier point elle indiquait que prête à la générale même pour des mouvements qui n'ont pas son approbation, elle marchera si les fédérations qui décideront l'action, commencent d'abord par traduire en acte ce qu'elles auront voté.

Les camarades Leclerc, Le Pen, Charbonneau, sont désignés comme délégués au Congrès de Bourges et les camarades Nicolas, Leclerc, Charbonneau, sont désignés comme délégués au Congrès de Bourges et les camarades Nicolas, Leclerc, Charbonneau, sont désignés comme délégués au Congrès de Bourges.

A L'EX-SYNDICALISTE NICOLAS

L'ex-syndicaliste Nicolas, chef de la minorité communiste du bâtiment, après avoir lu, comme un possesseur d'un engagement dans le Parti communiste. Evidemment, ceci n'est qu'une simple contradiction, les temps que nous vivons ne doivent pas être ceux de la révolution, nous ne sommes pas trop surpris de cette brusque volte-face.

Le plus extraordinaire, c'est, premièrement, que Nicolas, néo-communiste, s'assimile les mots et les usages de la nouvelle chapelle dans laquelle il vient d'entrer, qui consistent à être d'abord discipliné à son parti et à s'insérer dans le syndicalisme chaque fois qu'il sera nécessaire (voir motion préjudicielle).

Quelques-uns, cependant, ont des doutes sur la sincérité de Nicolas, car il a été, dans le passé, un homme de parole, et il est difficile de croire qu'il ait pu changer de cette façon. Mais, nous ne sommes pas des psychologues, nous ne pouvons que constater les faits.

Après avoir lu, à la veille, au nombre d'une trentaine, l'approbation de l'action de la Fédération, le lendemain une assemblée de trois personnes, deux communistes et un syndicaliste, transforma la victoire de la victoire en défaite.

Il faudra, voit-on, Nicolas, beaucoup de victoires dans ce genre-là pour mater le patronat et abattre le régime capitaliste. Quant à dire que c'est sans pression que Nicolas a été élu, c'est une pure supposition, car il a été élu par les camarades, et nous ne sommes pas des psychologues.

Enfin, pour finir, Nicolas, le conseiller de ne pas faire comme ton ami, le charpentier, de ne pas trop enfoncer la chimère, tu risques, toi aussi, de tomber dans la même déduction.

LE PEN.

AU COMITE DE REDACTION DE LA V.O.

Dans un écho paru le 12 octobre sous le titre de : « Singulier Syndicalisme », vous signaliez l'attitude du délégué à la Bourse du Travail du Syndicat des Plâtriers-Peintres de Lyon.

Le soussigné, bien informé, vous prie de lui adresser ses excuses, car il n'a pas eu le temps de vous en informer. Mais, quand on a été renseigné plus sérieusement, on se rend compte que les camarades qui ont été élus, ne sont pas des hommes de parole, et qu'ils ont été élus par les camarades, et nous ne sommes pas des psychologues.

Enfin, pour finir, Nicolas, le conseiller de ne pas faire comme ton ami, le charpentier, de ne pas trop enfoncer la chimère, tu risques, toi aussi, de tomber dans la même déduction.

LE PEN.

AU COMITE DE REDACTION DE LA V.O.

Dans un écho paru le 12 octobre sous le titre de : « Singulier Syndicalisme », vous signaliez l'attitude du délégué à la Bourse du Travail du Syndicat des Plâtriers-Peintres de Lyon.

Le soussigné, bien informé, vous prie de lui adresser ses excuses, car il n'a pas eu le temps de vous en informer. Mais, quand on a été renseigné plus sérieusement, on se rend compte que les camarades qui ont été élus, ne sont pas des hommes de parole, et qu'ils ont été élus par les camarades, et nous ne sommes pas des psychologues.

Enfin, pour finir, Nicolas, le conseiller de ne pas faire comme ton ami, le charpentier, de ne pas trop enfoncer la chimère, tu risques, toi aussi, de tomber dans la même déduction.

LE PEN.

AU COMITE DE REDACTION DE LA V.O.

Dans un écho paru le 12 octobre sous le titre de : « Singulier Syndicalisme », vous signaliez l'attitude du délégué à la Bourse du Travail du Syndicat des Plâtriers-Peintres de Lyon.

Le soussigné, bien informé, vous prie de lui adresser ses excuses, car il n'a pas eu le temps de vous en informer. Mais, quand on a été renseigné plus sérieusement, on se rend compte que les camarades qui ont été élus, ne sont pas des hommes de parole, et qu'ils ont été élus par les camarades, et nous ne sommes pas des psychologues.

Enfin, pour finir, Nicolas, le conseiller de ne pas faire comme ton ami, le charpentier, de ne pas trop enfoncer la chimère, tu risques, toi aussi, de tomber dans la même déduction.

LE PEN.

AU COMITE DE REDACTION DE LA V.O.

Dans un écho paru le 12 octobre sous le titre de : « Singulier Syndicalisme », vous signaliez l'attitude du délégué à la Bourse du Travail du Syndicat des Plâtriers-Peintres de Lyon.

Le soussigné, bien informé, vous prie de lui adresser ses excuses, car il n'a pas eu le temps de vous en informer. Mais, quand on a été renseigné plus sérieusement, on se rend compte que les camarades qui ont été élus, ne sont pas des hommes de parole, et qu'ils ont été élus par les camarades, et nous ne sommes pas des psychologues.

Enfin, pour finir, Nicolas, le conseiller de ne pas faire comme ton ami, le charpentier, de ne pas trop enfoncer la chimère, tu risques, toi aussi, de tomber dans la même déduction.

LE PEN.

AU COMITE DE REDACTION DE LA V.O.

Dans un écho paru le 12 octobre sous le titre de : « Singulier Syndicalisme », vous signaliez l'attitude du délégué à la Bourse du Travail du Syndicat des Plâtriers-Peintres de Lyon.

Le soussigné, bien informé, vous prie de lui adresser ses excuses, car il n'a pas eu le temps de vous en informer. Mais, quand on a été renseigné plus sérieusement, on se rend compte que les camarades qui ont été élus, ne sont pas des hommes de parole, et qu'ils ont été élus par les camarades, et nous ne sommes pas des psychologues.

Enfin, pour finir, Nicolas, le conseiller de ne pas faire comme ton ami, le charpentier, de ne pas trop enfoncer la chimère, tu risques, toi aussi, de tomber dans la même déduction.

LE PEN.

Dans les T. C. R. P.

ASSASSINS DU SYNDICALISME

Alors, camarades des T.C.R.P., votre sort de syndicalistes vient d'être définitivement réglé à l'arrière-boutique de la politique. A la dernière réunion de vos délégués, ceux-ci, qui pour la plupart parlent selon leur tendance, sans vous avoir consultés avant de prendre leurs décisions, ont voté à l'unanimité de ne pas vous reconnaître et d'attendre qu'il soit décidé par l'attitude que devra prendre le syndicat lors du Congrès de Bourges.

Eh bien, il s'agit de savoir ce que vous pensez de la dictature du syndicalisme-politique communiste secrétaire Simon, actionnaire de la puissante S.T.C.R.P.

Depuis un an, blé, le malaise qu'éprouvent les camarades syndicalistes, existait au sein de notre syndicat, nous pensions tout de même arriver à maintenir la bonne marche émanant par l'intermédiaire de la politique, mais nous ne sommes pas des psychologues.

Après, saint-Etienne, notre attitude passive a excité la volonté de subordination de ces chers camarades. Leur ardeur et leur collaboration efficace avec le patronat leur a valu, ces derniers temps, un rapprochement moral de la part du patronat (voir son article dans l'« Auto-Tram » de septembre).

Avant supporté bien des avanies dans l'espoir de sauvegarder la vitalité de notre organisation, nous nous sommes vus, à la fin de l'année, et n'ayant réussi qu'à nous faire fuir et voir peu à peu notre organisation devenir une filière et le tremplin de la politique, nous nous sommes vus, à la fin de l'année, et n'ayant réussi qu'à nous faire fuir et voir peu à peu notre organisation devenir une filière et le tremplin de la politique.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Par cet appel, nous sommes persuadés que nous vaincrons, car aux T.C.R.P. nous savons que la politique y est en horreur et qu'elle n'est que la politique, l'un étant à l'antipode de l'autre.

Dans les Métaux

AUX CAMARADES NEGLIGENTS

Voici deux semaines que quelques bons camarades ont pris l'initiative de verser chaque semaine un ou quelques francs au Libéraire.

Par la suite, effort persévérant, ces camarades ont contribué, dans une large mesure, à assurer la vie de notre Libéraire, qui traverse, depuis l'ouverture de l'emprunt, une période difficile.

Déjà nous avons signalé la baisse de la souscription hebdomadaire, ces temps derniers. Cependant, personnalités et groupes ont fait un remarquable effort pour enrayer cette baisse, et nous avons le ferme espoir que nos souscriptions futures seront de plus en plus fortes.

Mais, une des raisons principales de notre situation critique, c'est que les copains ne se rebatent pas. Sans doute, espérait-il que le quotidien allait paraître bientôt et ils pensaient prendre un abonnement nouveau lors de la transformation. Cependant, pour que cette raison soit valable, c'est-à-dire pour que paraisse le quotidien le 1er novembre, il aurait fallu que ces copains souscrivent à l'emprunt.

Or, comme ils ne l'ont point fait, dans la plupart des cas, voici que l'emprunt n'est pas couvert et que plus de cinq cents abonnements sont terminés depuis plus de deux mois, auxquels nous continuons le service. Cette semaine, nous avons envoyé un avis à chacun de ces retardataires. Nous avons la certitude qu'ils comprendront les charges du journal ne peuvent être supportées par quelques camarades seulement et qu'ils se feront un devoir de nous expédier sans délai le montant de leur nouvel abonnement. Ce faisant, ils nous éviteront de la correspondance et des frais inutiles.

D'ailleurs, contraindre à comprimer nos dépenses, nous supprimerons purement et simplement le service à ceux qui ne se sont pas rebatonnés d'ici le 15 novembre. Toutefois, comme par le passé, nous continuerons à leur permettre de se servir de l'argent nécessaire pour renouveler leur abonnement, mais à la condition qu'ils nous aient par lettre de leur intention de continuer à recevoir le journal et de l'aider quand ils le pourront.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

La Vie de l'Union Anarchiste

AUX CAMARADES NEGLIGENTS

Voici deux semaines que quelques bons camarades ont pris l'initiative de verser chaque semaine un ou quelques francs au Libéraire.

Par la suite, effort persévérant, ces camarades ont contribué, dans une large mesure, à assurer la vie de notre Libéraire, qui traverse, depuis l'ouverture de l'emprunt, une période difficile.

Déjà nous avons signalé la baisse de la souscription hebdomadaire, ces temps derniers. Cependant, personnalités et groupes ont fait un remarquable effort pour enrayer cette baisse, et nous avons le ferme espoir que nos souscriptions futures seront de plus en plus fortes.

Mais, une des raisons principales de notre situation critique, c'est que les copains ne se rebatent pas. Sans doute, espérait-il que le quotidien allait paraître bientôt et ils pensaient prendre un abonnement nouveau lors de la transformation. Cependant, pour que cette raison soit valable, c'est-à-dire pour que paraisse le quotidien le 1er novembre, il aurait fallu que ces copains souscrivent à l'emprunt.

Or, comme ils ne l'ont point fait, dans la plupart des cas, voici que l'emprunt n'est pas couvert et que plus de cinq cents abonnements sont terminés depuis plus de deux mois, auxquels nous continuons le service. Cette semaine, nous avons envoyé un avis à chacun de ces retardataires. Nous avons la certitude qu'ils comprendront les charges du journal ne peuvent être supportées par quelques camarades seulement et qu'ils se feront un devoir de nous expédier sans délai le montant de leur nouvel abonnement. Ce faisant, ils nous éviteront de la correspondance et des frais inutiles.

D'ailleurs, contraindre à comprimer nos dépenses, nous supprimerons purement et simplement le service à ceux qui ne se sont pas rebatonnés d'ici le 15 novembre. Toutefois, comme par le passé, nous continuerons à leur permettre de se servir de l'argent nécessaire pour renouveler leur abonnement, mais à la condition qu'ils nous aient par lettre de leur intention de continuer à recevoir le journal et de l'aider quand ils le pourront.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Camarades, si ce double avertissement était nécessaire, nous pensons qu'il sera suffisant.

Fédération Anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais

Le groupe de Romans propose Lyon, ville que nous croyons la plus pratique ; 3° Ordre du jour du Congrès ; 4° Réorganisation de la Fédération ; 5° Organisation de tournées de propagande avec le concours d'un orateur de l'U. A. ; 6° Situation internationale.

N'oubliez pas, camarades, que, tous les mardis, à 20 h. 30, a lieu la réunion du Comité d'initiative fédérale, au siège, 17, rue Marignan. Que tous les délégués de groupe aient à cœur d'y assister régulièrement.

Dimanche 28 octobre, tous au meeting et à la manifestation pour la libération de tous les emprisonnés et pour sauver Maleu et Nicolaou. Pour la Fédération du Sud-Est. Le secrétaire : Cl. Jourdain.

MANIFESTATION AU CONSUL D'ESPAGNE

La Libre-Enseignement de Lille a organisé une conférence sur divers sujets antireligieux. Belle réunion éducative. Avec Brodel et Loriot, un copain du Groupe Anarchiste de Lille exposa le point de vue nettement libertaire et montra comment Paul Savignay avait, pendant la guerre, relancé les paroles du Christ.

Il rappelle que le 13 octobre était précisément le jour de la commémoration de l'assassinat de Ferrer perpétré par la Religion. Il demanda à la foule de protester contre la condamnation à mort de nos deux camarades espagnols, proposa de descendre dans la rue pour aller crier devant le consul espagnol. Ce fut accepté, et plus de 200 copains descendirent. Mais les fourrures vaillantes et nous repoussèrent avec leur habitude brutale. Cela n'empêcha pas de crier dans les rues notre indignation aux représentants du dictateur Primo de Rivera.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.

Association libertaire de la région lilloise. — Samedi 27 octobre, à 7 h. 30 du soir, réunion chez Mourant, 1, rue d'Anfole, à Paris ; Casierie-controverse sur l'Idée internationaliste dans l'Internationale.